

Une politique alimentaire verte pour l'Europe

Renforcer la culture alimentaire européenne

(Texte adopté au Conseil du PVE à Montreuil, Paris, du 9 au 12 octobre 2008)

1. La nature politique d'une nourriture saine et goûteuse

En Europe, l'un des biens les plus précieux que nous ayons en commun est la diversité de nos cultures alimentaires. C'est pourquoi des politiques de culture alimentaire verte ont été mises en place pour protéger cet héritage. En effet, nous souhaitons permettre aux habitants des différentes régions de préserver et de consommer une nourriture goûteuse, saine et locale. Cet objectif politique important requiert une action concertée du mouvement écologiste contre la poursuite de l'industrialisation de la pêche, de l'agriculture et de l'industrie alimentaire, mais aussi contre le pouvoir de marché écrasant des détaillants alimentaires mondiaux et un amoindrissement alarmant du volume, de la qualité et de la diversité alimentaires, liée entre autres à la surpêche de nombreux stocks de poissons.

Les scandales alimentaires, tels que la contamination par la dioxine et la salmonelle, et les maladies comme l'ESB et la grippe aviaire, ont été engendrés par l'agriculture industrielle et sont devenus une menace pour la santé publique en raison de la circulation accrue des animaux et des denrées alimentaires à travers l'Europe et le monde. La «nourriture de laboratoire» ébranle la confiance des agriculteurs et des consommateurs en notre système alimentaire et l'UE subit des pressions de la part des États-Unis et des sociétés multinationales, qui veulent la pousser à accepter des denrées alimentaires provenant d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et d'animaux clonés. Cependant, si les agriculteurs européens renonçaient à la diversité de leurs variétés végétales et races animales traditionnelles, si les pêcheurs décimaient tellement les stocks de poissons locaux que les espèces traditionnelles disparaissaient, et si les consommateurs renonçaient complètement à savoir ce qu'ils mangent, la base même de notre culture et de notre sécurité alimentaires serait détruite.

Les Verts d'Europe se battent pour que les citoyens européens puissent manger ce qu'ils aiment et ne soient pas obligés de consommer ce que l'industrie alimentaire souhaite les voir acheter. Les agriculteurs et les consommateurs ont clairement exprimé leur souhait: cela fait déjà plusieurs années qu'ils ont rejeté l'utilisation d'hormones artificielles dans la production de viande, et ils refusent désormais la présence d'OGM dans leurs champs ou dans leurs assiettes. Les citoyens européens souhaitent connaître la provenance de leurs plats, savoir comment les animaux sont traités et quels additifs sont susceptibles d'avoir été mélangés à leur nourriture. Ils veulent être sûrs que les poissons qu'ils consomment proviennent de pêcheries bien gérées qui ne nuisent pas à l'environnement. Nous souhaitons renforcer cette attitude. L'alimentation est essentielle pour notre vie, notre santé et notre bien-être, et c'est pourquoi une bonne nourriture relève de la politique.

2. Les marchés au service des citoyens

DV\755702FR.doc

En Europe, les politiques de promotion de méthodes de production alimentaire, de pêche, d'élevage et d'agriculture respectueuses de l'environnement visent à créer une responsabilité mutuelle entre les agriculteurs, les pêcheurs et les consommateurs. Nous ne demandons pas à l'État de gérer les marchés de l'alimentation, mais nous attendons de l'UE et des États membres qu'ils établissent des règles strictes qui garantissent une concurrence écologiquement saine et socialement juste, et qu'ils s'assurent que ces règles sont respectées de tous. Nous demandons instamment aux décideurs européens de penser au niveau mondial et d'agir au niveau européen, en encourageant des pratiques de production durables et des habitudes de consommation raisonnables, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. En outre, une amélioration des règles concurrentielles s'impose, afin de mettre fin à la concentration du pouvoir de marché dans le secteur alimentaire et de renforcer les marchés locaux et régionaux. Les aides publiques destinées aux agriculteurs et à l'industrie alimentaire doivent être conditionnées par des pratiques durables et économes en énergie, à toutes les étapes de la production alimentaire. En principe, les importations d'aliments en provenance de pays tiers doivent respecter ces aménagements, même si des exceptions temporaires sont permises pour les pays les moins développés. Les aides publiques destinées aux consommateurs et les réglementations fiscales devraient encourager les consommateurs à choisir des produits alimentaires sains (par exemple, les fruits et légumes) et rendre ceux-ci abordables pour tous, indépendamment du niveau d'éducation et de la classe sociale.

Tandis que de nombreux agriculteurs se sentent toujours obligés de se développer pour rester compétitifs, d'autres ont compris que le fait de vendre leur production comme matière première sur un marché alimentaire anonyme ébranle leur capacité à comprendre les souhaits des consommateurs et à adapter leur production à la demande, et ils ont découvert de nouvelles façons de s'approprier le marché local. Par exemple, le développement de marchés locaux, un traitement décentralisé et une coopération directe avec les consommateurs confère à leurs produits une valeur ajoutée accrue qui profite à leurs exploitations agricoles et renforce les économies rurales au sens large, ce qui permet de préserver un espace rural vivant et attrayant. De plus en plus de consommateurs affichent une préférence pour des aliments sains et biologiques et accordent de l'importance à l'origine géographique et aux caractéristiques sanitaires des aliments. Une politique de promotion d'une culture alimentaire écologique encourage la découverte de cette nouvelle appropriation du marché et de cette responsabilité mutuelle; elle met les marchés au service des citoyens.

3. Changer les règles pour une meilleure qualité alimentaire et une production alimentaire éthique

La politique alimentaire européenne des Verts va remplacer la règle par l'exception en matière de qualité alimentaire réelle: au lieu de commencer par financer l'agriculture industrielle, puis de devoir ensuite assumer les coûts liés à une eau polluée et à une augmentation des soins de santé, l'octroi des aides publiques devrait être conditionné par l'utilisation des méthodes durables les plus avancées. Ces méthodes comprennent l'agriculture biologique et d'autres pratiques durables qui préservent la biodiversité et les ressources en eau, améliorent la rotation des cultures et la fertilité des sols, préviennent les inondations, les sécheresses et les incendies, et réduisent les émissions de gaz à effet de serre par le biais de l'intégration de la production végétale et animale. L'agriculture industrielle et toutes les pratiques de transformation qui entraînent actuellement des

coûts de santé publique (en provoquant des allergies, des maladies digestives et des maladies chroniques) et des coûts liés à la restauration de l'environnement, devraient progressivement être supprimées et remplacées par des méthodes de production durables. Une politique alimentaire écologique inclut également une législation visant à améliorer le bien-être animal.

Par ailleurs, il faudrait poursuivre la réforme de la politique commune de la pêche, en vue d'éliminer les subventions pour la surpêche, au sein et au-delà des eaux européennes, et d'aider les pêcheurs à trouver d'autres sources de revenus, par exemple par le biais de programmes de reconversion. Les pratiques destructrices, telles que le rejet d'énormes quantités de poissons tout à fait consommables ou le chalutage de fond, devraient être interdites. En outre, le marché ne devrait plus accepter de poissons issus de la pêche illégale, non déclarée et/ou non réglementée.

Une politique alimentaire verte exige par conséquent l'intégration complète des politiques agricoles, environnementales, de santé publique et de qualité alimentaire. En outre, la réglementation de la production alimentaire devrait se fonder sur les pratiques les plus durables et sur la diversification locale de l'industrie et de la commercialisation alimentaires. Or, bien que, à la lumière de crises alimentaires répétées, l'Union européenne ait fait des efforts considérables pour atteindre une meilleure sécurité alimentaire en termes d'absence de maladies et de substances nuisibles dans la chaîne alimentaire, ces initiatives ont souvent été affaiblies ou retardées par les États membres, ou sapées par les négociations commerciale internationales et les accords de libre-échange au sein de l'OMC.

Pour conférer une dimension plus écologique à la politique agricole commune de l'UE, il faut concentrer les investissements sur les infrastructures sociales et environnementales et sur le développement rural durable. Nous souhaitons représenter une vraie révolution verte par la sensibilisation et la formation des agriculteurs et des consommateurs, le traitement décentralisé de haute qualité des produits alimentaires, la réduction du transport des animaux et la commercialisation de proximité, le commerce équitable et l'étiquetage pertinent des produits alimentaires de qualité.

Pavé 1 Modifications réglementaires demandées par les Verts:

- *une disparition progressive des subventions en faveur du développement agro-industriel. Les aides publiques destinées aux agriculteurs doivent être liées au strict respect des lois concernant la législation environnementale et la sécurité alimentaire (interdiction de recourir à des pesticides dangereux, à des antibiotiques ou à des promoteurs de croissance dans l'élevage, respect des normes environnementales et des normes en matière de bien-être animal);*
- *un soutien spécifique en faveur d'un élevage extensif et écologique, notamment par le biais d'une infrastructure destinée à la transformation locale (locaux d'abattage et de transformation de taille réduite);*
- *un soutien en faveur des pratiques de pêche qui sont les moins nuisibles à l'environnement, et l'adoption d'une approche préventive pour empêcher la surexploitation;*
- *des politiques fiscales qui soutiennent la consommation d'aliments sains (par exemple, les fruits et les légumes) et qui luttent contre celle d'aliments malsains (par exemple, ceux qui contiennent de grandes quantités de sucre, de céréales raffinées et de graisses saturées);*
- *des mesures dissuasives à l'encontre des pratiques agricoles et piscicoles intensives et rationalisées, notamment par le biais d'une application stricte de la législation concernant la*

protection de l'environnement, le bien-être animal et la sécurité alimentaire (principe d'éco-conditionnalité ou de conditionnalité);
- un soutien spécifique en faveur des fonctions non commerciales des pratiques agricoles, telles que les services verts et bleus.

4. Intégrer les politiques - faire respecter le principe de précaution

Une politique verte en matière d'agriculture et d'alimentation exige donc le renforcement du principe de précaution dans la politique de santé publique et de sécurité alimentaire, c'est-à-dire qu'il faut recourir à des méthodes de production alimentaire durable pour minimiser les risques que des aliments non sûrs font courir à la santé publique et améliorer la qualité de notre régime alimentaire. La politique alimentaire de l'UE ne doit pas se limiter à la détection de substances dangereuses en fin de chaîne. Il convient au contraire de mettre en œuvre des normes vérifiables garantissant des produits sains tout au long de la production, depuis la culture des récoltes et des fourrages et la production halieutique jusqu'à la consommation des aliments en passant par la transformation finale et la vente au détail. Ces normes, appelées «normes de processus», ne sont actuellement exigées que par le règlement communautaire relatif à l'agriculture biologique. À l'avenir, elles devraient également s'appliquer à la production alimentaire conventionnelle, que celle-ci soit liée à l'agriculture, à la pêche ou à la pisciculture.

Cette approche orientée sur le processus a été intégrée dans la réglementation européenne en matière d'hygiène alimentaire. Il convient cependant de distinguer l'hygiène de la qualité de l'alimentation. Des règles d'hygiène strictes s'imposent dans les abattoirs, les industries de la viande, du poisson, du lait et d'autres produits alimentaires et dans les exploitations agricoles, mais ces règles doivent être différenciées et adaptées avec souplesse aux risques impliqués, à la distance entre le producteur et le consommateur et à la durée de conservation nécessaire, qui est liée au temps qui s'écoule entre la transformation et la consommation finale. Bien que les règles d'hygiène européennes prévoient cette souplesse, elles sont souvent interprétées de manière à répondre aux besoins des grandes entreprises: la concentration des unités de transformation, qui entraîne la mise en faillite des abattoirs et exploitations laitières de petite taille, est souvent l'objectif non déclaré de la politique alimentaire.

En tant que groupe des Verts au Parlement européen, nous avons obtenu un assouplissement des règles pour les petites unités de transformation, les produits traditionnels et la commercialisation directe. Cependant, la plupart des États membres n'appliquent pas ces règles et doivent subir les pressions des agriculteurs et des consommateurs pour accepter de soutenir les structures locales. Par exemple, si la teneur en germes (naturels) du lait d'alpage s'avère trop élevée pour que le lait puisse être réfrigéré pendant deux jours avant d'être collecté et transporté sur cent kilomètres jusqu'à une industrie laitière, il serait plus opportun de transformer directement de manière traditionnelle ce lait en fromage alpin, qui est soumis à des exigences d'hygiène plus simples.

Pavé 2 Normes de durabilité réclamées par les Verts:
- l'application du principe de précaution tout au long de la chaîne alimentaire et l'établissement de règles claires en matière de responsabilité (en particulier en ce qui concerne les résidus chimiques et la contamination par les OGM);

- l'application de normes qui garantissent la sécurité alimentaire sans toutefois limiter la souplesse d'application nécessaire au maintien et à la diversification de la production alimentaire régionale et locale (règles d'hygiène spécifiques pour les marchés locaux et les petites entreprises de transformation);

- l'élargissement de la définition des normes de qualité afin d'inclure les grandes différences de cultures et de goûts alimentaires (amélioration des pratiques préservant la biodiversité et la culture alimentaire locale);

- lors de la définition des normes d'hygiène, il faut que les autorités officielles et les vétérinaires chargés du contrôle de ces normes disposent de marges de tolérance claires, de manière à étendre la souplesse du système et à privilégier une décision personnelle;

- dans une mesure limitée et en l'absence avérée de risque direct pour la santé, les règles applicables aux produits artisanaux commercialisés à l'échelle locale doivent pouvoir être négociées entre l'organisme de contrôle officiel, les consommateurs et les producteurs.

5. Défier le pouvoir de l'industrie alimentaire

Le pouvoir de l'industrie alimentaire mondiale augmente du fait que l'agriculture est de plus en plus spécialisée et qu'elle produit des éléments destinés à entrer dans la composition d'aliments, plutôt que des aliments sains. En effet, une part toujours croissante de notre alimentation est composée de produits transformés. Or, en accordant de moins en moins de temps à préparer nos repas, nous ingérons de plus en plus d'additifs techniques tels que les conservateurs, les émulsifiants, les rehausseurs de goût et les arômes, des substances dont est tributaire l'industrie alimentaire. Plusieurs milliers de ces ingrédients sont autorisés sans que des études toxicologiques soient menées sur leurs interactions potentiellement complexes dans nos organismes. Les multinationales de l'industrie alimentaire ont une grande influence sur le processus décisionnel des organes européens et internationaux en charge des normes alimentaires (le Codex Alimentarius, un organe conjointement contrôlé par l'OMS et la FAO, et les agences de sécurité alimentaire). Ces organes «techniques» ou «consultatifs», qui sont censés être autonomes mais acquièrent pourtant souvent leurs compétences auprès de l'industrie, ne sont pas soumis à un contrôle démocratique complet et ont une influence sans cesse croissante sur le marché et dans les sphères politiques.

Pour garantir un meilleur contrôle de l'industrie alimentaire et éclairer le choix des consommateurs, il faut informer les consommateurs sur les entreprises qui ont enfreint, sérieusement ou de manière répétée, les normes de sécurité alimentaire (tactique du «*name and shame*»), limiter le nombre d'additifs autorisés et garantir un étiquetage exhaustif de leur usage, et renforcer le contrôle des substances indésirables dans l'alimentation (pesticides, antibiotiques et autres résidus). Une politique alimentaire verte requiert la transparence des réunions des comités consultatifs de la Commission européenne, de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et des organismes internationaux, tels que le Codex Alimentarius et l'OMC, incluant la publication des avis minoritaires. L'UE devrait également octroyer un droit de recours aux associations non gouvernementales à l'égard des décisions de ces organes. Les entreprises alimentaires mondiales empêchent les agriculteurs, les pêcheurs et les consommateurs de vendre ou de payer les aliments au prix juste. Ces entreprises utilisent leur pouvoir de marché pour augmenter les prix à la consommation dans une mesure qui n'est pas

justifiée par les prix moyens reçus par les producteurs ou par les pêcheurs. Pour combattre la tendance à la monopolisation des marchés des produits agricoles, l'UE doit donc agir immédiatement au titre de ses règles concurrentielles. L'argument qui veut qu'une libéralisation du marché mondial favoriserait une concurrence plus importante, accordant de meilleurs revenus aux agriculteurs du Nord et du Sud et des prix plus justes aux consommateurs, s'avère faux. En effet, les marchés mondiaux de l'alimentation sont contrôlés par seulement environ 120 sociétés d'achat de produits alimentaires, qui utilisent leur position pour décider de l'accès au marché des agriculteurs.

6. L'étiquetage au service de la transparence

Pour permettre aux consommateurs de faire le bon choix lorsqu'ils achètent leurs produits alimentaires et pour développer des marchés offrant des produits de qualité, des inspections et des contrôles efficaces, ainsi qu'un étiquetage lisible, sont essentiels. Les systèmes de contrôle actuels se concentrent sur la sécurité alimentaire et excluent tout aspect de durabilité et de qualité sanitaire des aliments. Une politique alimentaire verte transformerait l'approche défensive axée sur la sécurité alimentaire de l'UE en une approche proactive axée sur la qualité alimentaire. Pour faire leur choix, les consommateurs ont besoin d'informations simples et pertinentes. Dans le cadre de la lutte contre l'augmentation actuelle des cas d'obésité, l'étiquetage nutritionnel des aliments transformés doit être clair et compréhensible.

Les indications géographiques (IG), mises en place par un règlement communautaire sur la qualité de l'alimentation, doivent être modifiées pour inclure une information plus transparente. Les règles de protection des indications d'origine, qui sont associées aux normes de qualité négociées à l'échelle locale, doivent être renforcées pour prévenir toute désinformation des consommateurs (par exemple, le fromage «régional» fabriqué à partir de lait importé). La mention du lieu d'origine ne devrait pas se limiter aux fruits, aux légumes, au poisson et au bœuf.

Le secteur de l'alimentation biologique est autorégulateur, s'impose des critères élevés de contrôle et de certification des produits biologiques, et développe des règles strictes pour l'étiquetage des produits domestiques et importés. Cette indépendance doit être préservée contre les tentatives de l'industrie ou du gouvernement de s'approprier ces fonctions.

De même, l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés devrait être effectué d'une manière qui permette aux consommateurs d'identifier les œufs, la viande et le lait produits à partir d'aliments pour animaux génétiquement modifiés, ainsi que les risques de contamination. Les étiquettes indiquent déjà si les poissons sont capturés en mer ou élevés, ainsi que leur région générale d'origine, mais plus de détails devraient y figurer, notamment l'impact de l'activité de pêche en question sur l'environnement, la méthode de capture du poisson et l'état des stocks de poissons sauvages (épuisés, abondants, etc.).

Pavé 3 Transparence et étiquetage:

- les consommateurs doivent recevoir des informations essentielles et pertinentes concernant l'origine d'un produit et la façon dont celui-ci a été produit, par le biais d'une réglementation

européenne sur l'information du consommateur (meilleure application de la législation en matière de traçabilité et d'étiquetage spécifique);

- les consommateurs doivent être encouragés à choisir une alimentation saine (étiquetage clair et compréhensible sur les emballages, éducation en matière de culture alimentaire dans les écoles et nourriture de haute qualité dans les cantines publiques).

7. Équilibrer sécurité alimentaire et sécurité énergétique

En raison de la croissance de la population mondiale et de l'émergence des économies du Brésil, de l'Inde et de la Chine, la demande de nourriture et d'énergie connaît une augmentation rapide. Parallèlement, les ressources peu coûteuses en huile minérale s'épuisent et les sols, les eaux souterraines et la biodiversité sont appauvris dans de nombreuses régions du monde. Cette situation est aggravée par le changement climatique, qui augmente les risques de mauvaises récoltes et de famines. Par ailleurs, les poissons peuvent parcourir de grandes distances avant d'être consommés: ils sont parfois capturés en Europe, envoyés en Chine pour y être transformés, avant de retourner en Europe pour la vente finale. L'Europe importe de grandes quantités de poissons de pays en développement, ce qui affecte leur sécurité alimentaire locale, régionale et même nationale. Tout ceci constitue un mélange explosif susceptible de mener à des crises économiques et à des conflits géopolitiques.

Les objectifs actuels de l'UE en matière, par exemple, d'utilisation des agrocarburants – erronément appelés «biocarburants» - mènent à une exploitation non durable de la terre, de l'eau et de l'énergie, et menacent sérieusement la sécurité alimentaire mondiale. En particulier, de nombreux pays en développement, qui dépendent de produits alimentaires bon marché (importés), risquent désormais, du fait d'une probable augmentation des coûts de la terre, de l'eau et de l'énergie, de ne pas pouvoir se procurer ou produire suffisamment de produits alimentaires à un prix abordable. Il est dangereux d'insister sur des objectifs obligatoires visant à ajouter les agrocarburants aux carburants minéraux avant d'avoir effectué une évaluation plus globale de l'impact social et environnemental de la production et des importations d'agrocarburants. En effet, une étude récente du centre commun de recherche de la Commission européenne indique que la production d'agrocarburants ne réduit pas substantiellement les émissions de CO₂, mais qu'elle risque au contraire d'entraîner une augmentation des coûts environnementaux de soixante milliards d'euros.

Il importe de réduire sensiblement la pression sans cesse croissante qui règne sur les ressources naturelles en nourriture, en aliments pour animaux et en carburant, en respectant le principe de suffisance. Aujourd'hui, l'Amérique du Nord et l'Europe consomment 70 % de l'huile minérale et 40 % de la nourriture du monde, alors qu'elles ne représentent que 19 % de sa population. L'UE est le plus grand importateur de produits agricoles et de poissons au monde. Pour éviter des conflits futurs pour l'accès aux sources d'énergie, à l'eau et à la terre, une politique verte de sécurité énergétique et alimentaire doit s'attaquer aux modes de vie et aux habitudes de consommation et de production non durables, et faire pression pour obtenir un accès plus équilibré à la nourriture et à l'énergie pour tous.

Bien que la production de viande soit plus gourmande en énergie que la production de fruits et légumes, la consommation de viande augmente dans le monde entier. Diverses institutions sanitaires européennes s'accordent à dire que, à l'heure actuelle, les Européens consomment trop

de viande. Or, ceci affecte les ressources mondiales en terre, en eau et en énergie. Par exemple, la superficie de la forêt humide brésilienne décroît à un rythme rapide à cause de la production de soja et de maïs destinés au secteur européen de l'alimentation animale. Une politique alimentaire verte vise à réduire la consommation de viande et ce, non seulement pour des raisons énergétiques, mais également pour des raisons de santé publique.

Pavé 4 Mesures concrètes:

- décourager la consommation inefficace afin d'optimiser l'utilisation de ressources naturelles rares telles que l'énergie, l'eau et la terre. Ceci implique que nous, les Verts, allons également nous intéresser à la consommation de viande, qui est sept fois moins efficace, en termes de terre et d'énergie, que la consommation de céréales.

8. Commerce équitable et accès qualifié au marché

Depuis maintenant plus d'une décennie, la Commission européenne plaide en faveur de l'ouverture des marchés agricoles. L'argument voulant que le développement du Sud soit nécessairement subordonné à la libre circulation transfrontalière des biens agricoles a été contesté avec raison par le grand public. Les normes du commerce équitable ont été développées de façon ascendante par des agriculteurs, des ONG de développement et des organisations de consommateurs, et elles s'acheminent maintenant vers de plus grands marchés. Étant donné les violations continuelles des droits de l'homme, la destruction des forêts humides et la décimation des ressources en eau dans certains pays en vue de générer des exportations en direction de l'UE, la Commission doit reconnaître que le concept vert de l'accès qualifié au marché, c'est-à-dire des normes sociales et environnementales conditionnant l'accès au marché de l'UE, s'impose d'urgence et doit être activement encouragé dans le cadre des négociations commerciales internationales.

La seule manière de sortir de l'impasse les tractations commerciales internationales au sujet de la sécurité alimentaire de l'Europe et des pays en développement consiste à opposer une «protection qualifiée des marchés» au dumping. Les critères antidumping doivent intégrer les aspects sociaux, de sécurité alimentaire, d'environnement, de bien-être animal et de biodiversité qui sont censés s'appliquer aux paiements directs de l'Union européenne. Le non-respect de ces normes devrait entraîner l'application de droits de douane et de taxes aux frontières de l'UE et des pays en développement. Les «recettes de ce mécanisme de protection qualifiée» seraient alors reversées directement aux pays en développement en faveur de projets visant à introduire ces pratiques et ces normes convenues.

Pavé 5

Pour mettre en œuvre le mécanisme de protection externe qualifiée, l'UE devrait:

- mettre définitivement fin à ses subventions à l'exportation de produits agricoles;*
- s'allier avec la FAO ou d'autres agences des Nations unies pour créer un accord multilatéral à ce sujet, dans le cadre de l'OMC ou en dehors de celle-ci;*
- mettre en œuvre des contrôles frontaliers et des contrôles des processus suffisamment efficaces sur les lieux d'origine, de manière à garantir le respect des normes de sécurité alimentaire applicables aux produits importés;*

- réduire la consommation d'énergie en liaison avec la culture, la récolte, la production et le transport d'aliments et d'aliments pour animaux;
- garantir que la pêche effectuée par les navires européens dans les eaux des pays en développement est de nature durable et qu'elle contribue également au développement de pêcheries durables par et pour les communautés locales.

9. Investir dans l'avenir – Améliorer la recherche alimentaire

La recherche agricole permet d'innover et de poursuivre le développement des secteurs agricole et alimentaire. Jusqu'à présent, la recherche a été orientée sur l'intensification et la rationalisation de la main-d'œuvre dans tous les secteurs de production. L'enseignement professionnel prodigué dans les établissements scolaires ruraux a suivi cette tendance, ce qui a contribué à concentrer les aptitudes au profit d'une maximisation des bénéfices, ce qui, à son tour, a donné lieu à une concentration de la production agricole dans certaines régions favorisées et à une dépopulation dans d'autres. De même, dans les pêcheries, la recherche s'est concentrée sur la capture de quantités toujours plus importantes de poissons, sans tenir compte de l'impact environnemental, aboutissant chaque année au rejet de millions de tonnes de poissons dans le monde.

Le développement et l'innovation dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de l'industrie alimentaire en général doivent faire face aux exigences fluctuantes de la société. La recherche et l'éducation requièrent de nouveaux objectifs et doivent être axées sur la promotion d'une production durable sur terre et en mer et sur un changement des habitudes de consommation, plutôt que sur l'intensification des biotechnologies. Ces deux secteurs doivent refléter le large éventail de services dont la société a besoin, depuis une alimentation de qualité jusqu'à la préservation de la nature, en passant par le tourisme rural.

Par conséquent, une politique verte de recherche alimentaire doit définir des priorités pour une recherche économique, environnementale et sociale intégrée qui cherche à améliorer les cycles de vie à tous les niveaux de production et de consommation et qui utilise les synergies entre la nature et la communauté agricole, dans le respect du principe de suffisance.

Pavé 6

- Au lieu de se concentrer sur les technologies génétiques et sur la maximisation des profits des grands groupes agroindustriels, la recherche agricole doit mettre l'accent sur la diversification de l'emploi et de l'innovation dans les zones rurales, par le biais des énergies renouvelables et de technologies adaptées;
- il convient d'accorder une attention particulière à la modernisation de l'agriculture biologique et des cultures à faibles consommations intermédiaires en recourant à une recherche ciblée;
- la recherche dans le domaine de la pêche doit viser, non plus la maximisation de la production aux dépens de l'environnement, mais la promotion de méthodes de pêche en mesure d'assurer uniquement la capture de poissons adultes consommables, tout en préservant les autres poissons et animaux (requins, oiseaux, mammifères marins, etc.);
- les programmes de formation et d'information doivent être axés sur des méthodes de production alimentaire durable et des stratégies de commercialisation de produits alimentaires diversifiés de haute qualité.

10. Éléments de réflexion – des relations durables entre les zones rurales et les zones urbaines

Pour ramener une nourriture saine et fraîche à l'ordre du jour politique, l'UE doit redéfinir des relations durables entre les zones rurales et les zones urbaines. Il est en effet impossible aux zones rurales de produire une nourriture saine et bon marché si les villes continuent à déverser des quantités de plus en plus importantes d'eaux usées et polluées dans leur «hinterland» et si les politiques structurelles désavantagent systématiquement les citoyens ruraux.

En outre, la qualité alimentaire dans l'UE souffre également d'une mauvaise interprétation et mise en œuvre du programme européen de Lisbonne pour la croissance économique. La cohésion, la compétitivité et la durabilité sont trois objectifs interdépendants des politiques futures de développement rural et urbain.

La cohésion n'est pas seulement une question de redistribution des richesses depuis les zones les plus riches vers les zones les plus pauvres de l'Union: c'est également l'engagement à œuvrer pour la réduction des disparités interrégionales.

La compétitivité ne dépend pas seulement du mode de production le plus efficace, ni du coût et du prix le plus bas des biens et des services: elle est également conditionnée par la qualité, l'origine et l'effet sur l'emploi. Les politiques agricoles de l'UE devraient par conséquent faire la distinction entre les exploitations agricoles et entreprises qui opèrent à l'échelle locale ou régionale et celles qui opèrent à l'échelle européenne ou mondiale.

La durabilité ne se limite pas à la préservation des ressources naturelles: elle concerne également l'utilisation et le traitement prudents des sols, de l'eau, de la biodiversité et d'autres ressources communes. Elle consiste aussi à assurer la continuité sociale et la viabilité à long terme des économies locales.

Pour garantir le succès de la nouvelle politique urbaine et rurale de sécurité alimentaire, l'Union européenne, les gouvernements nationaux et la société civile devraient établir un nouveau contrat social. L'énergie et les ressources des secteurs privé et associatif devraient correspondre aux financements du secteur public. Les personnes vivant en zone rurale devraient être activement impliquées dans l'application des programmes de développement rural.

Pavé 7

Pour conférer une valeur ajoutée à l'agriculture et développer des marchés pour des produits de qualité:

- il faut réorienter les fonds publics des interventions sur les marchés vers la promotion d'une infrastructure rurale qui soutienne les produits locaux et régionaux de qualité, les investissements dans le bien-être animal, la préservation de la biodiversité et la sécurité alimentaire;
- il faut encourager la reconversion vers une agriculture respectueuse de l'environnement, caractérisée par une faible émission de résidus contaminants et des méthodes de production consommant peu de ressources (énergie, eau, lisier, produits chimiques);
- il convient de soutenir l'agriculture biologique au moyen d'aides publiques à la conversion de la terre et à la commercialisation de produits biologiques dans les écoles, les hôpitaux et les cantines publiques. Pour les nourrissons, l'alimentation biologique devrait devenir la norme;

- il faut réaffecter les subventions incitant à la surpêche à la promotion d'engins de pêche plus sélectifs et à la réduction de l'énorme surcapacité des flottes européennes, de manière à les dimensionner en fonction des stocks de poissons disponibles.